

Zeitschrift: The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK
Herausgeber: Federation of Swiss Societies in the United Kingdom
Band: - (1940)
Heft: 982

Artikel: Remous politique en Suisse
Autor: Béguin, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-694812>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REMOUS POLITIQUE EN SUISSE.

Depuis que la situation est provisoirement stabilisée à nos frontières, depuis que les opérations militaires se déroulent et que le sort du monde se joue sur de plus lointains théâtres, la vie politique intérieure de la Suisse reprend de plus en plus de l'activité. Le danger immédiat s'étant éloigné, du fait qu'une agression contre notre pays ne servirait plus à personne, nous pouvons reporter nos regards, si longtemps retenus exclusivement par la guerre européenne, sur nos affaires intérieures.

Notre gouvernement, trop longtemps amputé par la maladie puis par la mort de M. Motta, ainsi que par le mauvais état de santé puis par la démission de M. Obrecht, est de nouveau au grand complet. Le lundi 5 août, un nouveau conseiller fédéral, M. Stampfli, a pris possession de ses fonctions, apportant des forces nouvelles et intactes au directoire helvétique. Ce n'est certes pas trop tôt et l'on doit en particulier se réjouir de ce que le Département de l'économie publique, si important dans les circonstances actuelles, ait de nouveau un chef à sa tête.

Ainsi reconstitué, notre gouvernement s'est immédiatement remis à la tâche. Son premier devoir consiste à revoir nos relations économiques avec l'étranger. Nous avons provisoirement perdu deux marchés importants et deux centres d'approvisionnement : ensuite du blocus, nos communications avec l'Empire britannique sont réduites à leur plus simple expression ; La France, aux prises avec les pires difficultés, ne peut plus être pour le moment le fournisseur et le client de premier ordre qu'elle a été si longtemps pour nous. C'est assez dire que notre économie, à moins de succomber à une paralysie progressive, doit s'orienter de plus en plus vers les puissances de l'Axe Rome-Berlin qui, occupant ou contrôlant toutes nos frontières commandent tous nos moyens de communication avec l'extérieur. C'est une évidence à laquelle chacun doit se rendre, même si nos autorités, fidèles aux traditions libérales de notre pays, cherchent par tous les moyens à leur disposition à maintenir les échanges économiques avec tous les pays du monde.

Au moment où nous écrivons ces lignes, des négociations économiques très délicates se déroulent à Berlin entre la Suisse et le Reich. Elles auraient dû aboutir à fin juin. Leur conclusion a été ajournée à fin juillet. Au septième jour du mois d'août, nous n'en connaissons pas encore le résultat. Le problème n'est sans doute pas aisé à résoudre, si l'on songe que l'Allemagne dans les circonstances actuelles est presque seule à pouvoir nous fournir du charbon, ainsi que certaines matières premières indispensables à notre industrie, mais précisément des matières premières dont elle a elle-même le plus urgent besoin pour la conduite de la guerre. Dans une très prochaine chronique, nous pourrions sans doute indiquer dans quelles conditions ce problème a été résolu.

Mais nos difficultés économiques ne sont pas nos seules soucis. Comme il arrive toujours, elles sont exploitées à des fins purement politiques par les groupements révolutionnaires qui ne négligent aucun moyen pour arriver à leurs fins. Depuis que nos échanges avec l'étranger sont réduits dans une large

mesure, depuis que nous avons dû nous replier sur nous-mêmes et adopter une attitude d'attente, depuis que les esprits sont désorientés par les bouleversements qui s'effectuent sur le continent et par les coups portés à l'équilibre de la société occidentale, depuis qu'une démobilisation partielle de nos troupes risque de provoquer une recrudescence du chômage, le communisme a pensé pouvoir relever la tête.

Sous sa forme officielle, le communisme avait déjà été éliminé de notre vie publique lors des dernières élections générales, en octobre 1939. Le peuple dot les yeux ont été ouverts par certains événements particulièrement caractéristiques, n'a plus envoyé de communiste siéger au parlement fédéral. En outre, au mois de décembre suivant, le seul journal communiste de Suisse a été interdit par les organes chargés du contrôle de la presse. D'ailleurs, antérieurement déjà, les cantons romands avaient mis le communisme hors la loi et en avaient dissous les organisations.

Cependant, les adeptes des doctrines moscoutaires s'entendent admirablement, comme on sait, à éluder les interdictions dont ils sont l'objet. Sous une forme camouflée, le communisme continuait à exister, en particulier en Suisse romande où un agitateur bien connu, Léon Nicole, après avoir brisé avec le parti socialiste suisse, avait fondé l'an dernier un parti autonome qui, à y bien regarder, n'était autre chose qu'une succursale communiste. Malgré tout, ses troupes restaient importantes, et, à la suite des difficultés qui nous sont imposées par le nouveau visage de l'Europe, il s'apprêtait à créer dans le pays une agitation toujours plus intense.

Déjà, vers la fin de juin, le Conseil fédéral a purement et simplement interdit la publication des deux journaux que rédigeait Léon Nicole. Le 6 août, il a fait un pas de plus, interdisant en Suisse toute activité et toute propagande communiste ou anarchiste. Plutôt que de dissoudre des partis qui peuvent toujours se reconstituer, il a préféré interdire toute activité d'un certain genre, sous quelque forme qu'elle s'exerce, qu'elle soit le fait de groupements organisés ou d'individus isolés. Cette formule très large permettra de combattre efficacement une propagande et une activité qui, plus longtemps tolérées, auraient pu devenir dangereuses pour la sûreté intérieure de la Confédération.

Pour bien apprécier la nécessité de cette mesure qui est fort bien accueillie par l'ensemble de notre population, il ne faut pas oublier que les récents événements internationaux ont vivement impressionné notre opinion publique et provoqué des remous qui peuvent être féconds, s'ils sont dirigés par une main forte, mais qui pourraient aboutir aux pires résultats, si l'on assistait avec indulgence à l'œuvre des agitateurs professionnels. Nous avons vu s'effondrer autour de nous un équilibre européen qui nous a toujours semblé la meilleure garantie de notre indépendance. Nous avons vu s'effondrer également la démocratie française qui, même si elle était fort différente de la nôtre, n'avait pas manqué d'exercer une certaine influence sur notre vie nationale.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que beaucoup de Suisses en viennent à se demander si nos institutions ne sont pas perfectibles, si nous ne devrions pas entreprendre, nous aussi, une œuvre de restaura-

tion nationale, si beaucoup de valeurs ne devraient pas être revisées, si la place que nous entendons occuper en Europe, demain comme hier, n'exige pas un travail d'adaptation à des circonstances nouvelles. De ces nécessités, on convient assez généralement. Des initiatives ont déjà été prises dans ce sens et nous y reviendrons quand nous pourrons mieux en apprécier l'importance et les tendances générales.

Surtout, on s'accorde à penser que cette œuvre de reconstruction et de remise en ordre doit rester exclusivement l'œuvre de Suisses indépendants et maîtres de leurs destinées, que cela ne regarde pas l'étranger, en particulier pas ce communisme qui fait les affaires d'un gouvernement ou d'une association internationale et pour lequel la souveraineté nationale n'existera jamais.

Il est très sage de convenir que, chez nous comme ailleurs, tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. Il est prudent d'entreprendre des réformes en temps utile. Ainsi l'exige la plus élémentaire prévoyance. Mais il ne s'agit pas d'imiter ce qui s'est fait à l'étranger ou même de s'en inspirer. Il s'agit au contraire de reconnaître certaines de nos faiblesses et d'y parer rapidement selon des recettes suisses, en restant fidèles à nos traditions suisses et en gardant toujours présent à nos yeux l'exemple de nos prédécesseurs. Cette œuvre, nous voulons la réaliser entre nous. L'étranger n'a rien à y voir. Et c'est pourquoi le communisme, sous toutes ses formes, devait être radicalement éliminé de notre vie publique.

Pierre Béguin.

PERSONAL.

We wish to extend hearty congratulations to our friend Willy Deutsch, who, after being operated upon for appendicitis, was up and about at the end of three weeks. His remarkable recovery was somewhat marred when he found that his City offices had been destroyed during his enforced absence. Mr. Deutsch is carrying on business in the meantime from his private address at "Rosebourne," 48, Amberley Road, N.13.

SWISS BANK CORPORATION,

(A Company limited by Shares incorporated in Switzerland)

99, GRESHAM STREET, E.C.2.
and 11c, REGENT STREET, S.W. 1.

Capital Paid up s.f. 160,000,000
Reserves - - s.f. 32,000,000
Deposits - - s.f. 1,218,000,000

NEW YORK AGENCY
15 NASSAU STREET.

All Descriptions of Banking and
Foreign Exchange Business Transacted



The many friends of Pilot Officer Roy A. Marchand will regret to hear of his early death at the age of 22. The only son of Mr. and Mrs. René A. Marchand, of 6, Hayes Road, Bromley, Kent, he was born on the 24th August, 1918, educated at the Beckenham Preparatory Abbey School and Westminster School.

He then spent two years at the Faculty of Medicine at London University, but in January, 1939, he joined the R.A.F. and after obtaining his wings in the following August, he joined the famous 73rd Fighter Squadron (Hurricane) R.A.F., and amongst his fellow Pilots was Cobber Kain. In December he was sent in defence of the Maginot Line where he won the high regard of all who knew him and brought down several enemy planes.

In May he returned to England on leave and was married on the 4th to Jean A. Cullen, of Bromley, Kent, but at the end of his leave returned to his Squadron, and two days later was shot down and crashed. After three weeks in hospital he and his wife started on a belated honeymoon, but met with a serious motor accident and both of them were in hospital for three weeks.

His duty thereafter lay in England, and in due course he was drafted to the air defences of the Thames Estuary, where he was shot down in the great air battle for London at noon on Sunday 15th September.

Pilot Officer Roy Marchand won the hearts of all by his fine intellect, his qualities of heart and courage, daring, humour and initiative. His death in battle for his adopted country in its hour of glory serves to soften the deep grief with which he is mourned.